

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201991]

23 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant temporairement les universités et hautes écoles à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, l'article 10, § 4;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Pêche, donné le 18 novembre 2016;

Vu le rapport du 20 mars 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 27 mars 2014 : le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques;

2° la Direction générale : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

3° une institution : une université ou une haute école.

Art. 2. Dans un but scientifique ou pour rencontrer leurs propres besoins sur le plan pédagogique, les institutions peuvent bénéficier pour leur personnel et leurs étudiants d'une dérogation aux articles 3 à 6, 8 à 10 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche en vue de pouvoir :

1° pêcher à l'électricité, pêcher à l'aide de filets, pêcher à la main, ainsi qu'utiliser des pièges ayant pour but de capturer vivants des poissons et des écrevisses;

2° capturer toute l'année, de jour comme de nuit, toute espèce de poissons et d'écrevisses, y compris celles dont la pêche est interdite et ce, en tout lieu dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014;

3° conserver vivant, tout spécimen d'espèces de poissons et d'écrevisses capturé, quelle que soit sa taille, le temps nécessaire à son examen;

4° prélever toute l'année, de jour comme de nuit et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses.

Art. 3. Les personnes visées à l'article 2 bénéficient de la dérogation prévue par le présent arrêté exclusivement dans le cadre des activités qui sont menées par leurs institutions et qui ont été autorisées en application des articles 4 et 5.

Art. 4. Pour toute activité nécessitant la mise en œuvre d'un acte dérogatoire mentionné à l'article 2, 1° à 4°, une institution sollicite préalablement l'autorisation du directeur général de la Direction générale.

Le responsable de l'institution introduit une demande d'autorisation au moins trente jours avant la date escomptée du début de l'activité.

La demande d'autorisation reprend au moins les éléments suivants :

1° l'identité et les coordonnées de la personne responsable de l'activité;

2° la description de l'activité et la mention d'un ou plusieurs des actes dérogatoires parmi ceux mentionnés à l'article 2, 1° à 4°, de l'article 1^{er}, qui sont indispensables pour mener à bien l'activité;

3° l'indication des cours d'eau concernés et de l'époque de l'année où l'activité se déroule.

Art. 5. Le directeur général de la Direction générale peut refuser l'autorisation sollicitée ou demander que l'activité nécessitant la mise en œuvre d'un ou de plusieurs des actes dérogatoires mentionnés à l'article 2, 1° à 4°, soit aménagée, s'il estime que celle-ci met inutilement en péril les populations de poissons et d'écrevisses.

Le directeur général de la Direction générale peut demander qu'il soit rendu compte des données recueillies à l'occasion de ces activités, dans le but d'améliorer les connaissances sur l'état des populations de poissons et d'écrevisses. Le cas échéant, il fixe la forme de ce compte rendu.

Art. 6. Sous peine de se voir refuser à l'avenir l'autorisation visée à l'article 4 pour d'autres activités, l'institution respecte les règles minimales suivantes :

1° au moins quinze jours avant que le début des captures de poissons et d'écrevisses dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 dans le cadre d'une activité autorisée par le directeur général de la Direction générale, l'institution informe :

a) le gestionnaire du cours d'eau concerné;

b) le directeur des services extérieurs du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale du ressort et l'attaché qualifié responsable du Service de la Pêche de la Direction de la Chasse et de la Pêche du même Département;

c) la fédération de pêche agréée concernée;

2° si des captures dans les eaux visées à l'article 4 du décret du 27 mars 2014 donnent lieu à des prélèvements, l'institution obtient préalablement l'accord des titulaires du droit de pêche concernés;

3° la dérogation est présentée à toute réquisition des agents chargés de la surveillance de la pêche, y compris sur les lieux de sa mise en œuvre;

4° les spécimens capturés, qui ne font pas l'objet d'un prélèvement, sont manipulés avec soin et conservés dans de bonnes conditions, le temps strictement nécessaire à leur examen, de manière à limiter au minimum leurs mortalités;

5° en cas de capture réalisée au moyen d'engins électriques, les opérateurs respectent les règles d'utilisation et de sécurité prévues par la réglementation pour ce type de matériel et ont suivi une formation spécifique pour la pêche à l'électricité.

Art. 7. Lorsque les captures de poissons et d'écrevisses ont lieu dans une voie hydraulique, le gestionnaire de celle-ci peut s'y opposer pour des raisons de sécurité.

Art. 8. En cas de capture réalisée au moyen d'engins électriques, les opérateurs agissent sous la seule responsabilité de l'institution dont ils dépendent.

Art. 9. Le présent arrêté est d'application pour les années 2017, 2018 et 2019.

Art. 10. Le Ministre qui a la Pêche dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le 23 mars 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/201991]

23. MÄRZ 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den Universitäten und Hochschulen zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen, Artikel 10 § 4;

Aufgrund der am 18. November 2016 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen hohen Rats für den Fischfang ("Conseil supérieur wallon de la Pêche");

Aufgrund des Berichts vom 20. März 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 27. März 2014: das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen;

2° Generaldirektion: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

3° Einrichtung: eine Universität oder eine Hochschule.

Art. 2 - Zu wissenschaftlichen Zwecken oder zur Erfüllung ihrer eigenen Bildungsanforderungen können die Einrichtungen für ihr Personal und ihre Studierenden in den Genuss einer Abweichung von den Artikeln 3 bis 6, 8 bis 10 und 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs gelangen, mit dem Ziel:

1° den Fischfang unter Einsatz von elektrischem Strom, mit Fangnetzen und mit der Hand ausüben zu dürfen, sowie Fallen zum Fang von lebenden Fischen und Krebsen benutzen zu dürfen;

2° über das ganze Jahr hinweg, bei Tag und bei Nacht, jegliche Fisch- und Krebsart, auch diejenige, deren Fang verboten ist, fangen zu dürfen, und zwar in allen Gewässern, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen;

3° jegliches gefangene Exemplar einer Fisch- und Krebsart, ungeachtet seiner Größe, während der Zeit, die zu seiner Untersuchung erforderlich ist, lebend aufbewahren zu dürfen;

4° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart entnehmen zu dürfen.

Art. 3 - Den in Artikel 2 erwähnten Personen wird die im vorliegenden Erlass vorgesehene Abweichung ausschließlich im Rahmen der Tätigkeiten, die von ihren Einrichtungen geführt werden und in Anwendung von Artikel 4 und 5 genehmigt worden sind, gewährt.

Art. 4 - Für jede Tätigkeit, die eine abweichende Handlung nach Artikel 2 Ziffer 1 bis 4 erfordert, beantragt eine Einrichtung vorab die Genehmigung des Generaldirektors der Generaldirektion.

Der Leiter der Einrichtung reicht mindestens dreißig Tage vor dem Datum, an dem die Tätigkeit erwartungsgemäß beginnen soll, einen Genehmigungsantrag ein.

Der Genehmigungsantrag enthält zumindest die folgenden Angaben:

1° Identität und Kontaktdaten der für die Tätigkeit verantwortlichen Person;

2° Beschreibung der Tätigkeit und Angabe einer bzw. mehrerer zur Durchführung der Tätigkeit erforderlichen abweichenden Handlung(en) unter denen, die in Artikel 2 Ziffer 1 bis 4 aufgeführt sind;

3° Angabe der betroffenen Wasserläufe und der Zeit des Jahres, in der die Tätigkeit stattfindet.

Art. 5 - Der Generaldirektor der Generaldirektion kann die beantragte Genehmigung verweigern oder die Anpassung der Tätigkeit verlangen, die die Vollziehung einer oder mehrerer abweichenden Handlungen nach Artikel 2 Ziffer 1 bis 4 erfordert, wenn sie seiner Meinung nach die Fisch- und Krebsbestände unnötig gefährdet.

Der Generaldirektor der Generaldirektion kann verlangen, dass über die anlässlich dieser Tätigkeiten gesammelten Daten Bericht erstattet wird, um die Erkenntnisse über den Zustand der Fisch- und Krebsbestände zu verbessern. Gegebenenfalls legt er die Form dieses Berichts fest.

Art. 6 - Um zu vermeiden, dass die in Artikel 4 genannte Genehmigung in Zukunft für weitere Tätigkeiten verweigert wird, beachtet die Einrichtung die nachstehenden Mindestanforderungen:

1° Mindestens fünfzehn Tage vor Beginn des Fisch- und Krebsfangs in den dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegenden Gewässern im Rahmen einer vom Generaldirektor der Generaldirektion genehmigten Tätigkeit benachrichtigt die Einrichtung:

a) den betroffenen Verwalter des Wasserlaufs;

b) den Direktor der zuständigen Außendienststellen der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion und den qualifizierten Attaché, der für den Fischereidienst der Direktion des Jagdwesens und des Fischfangs derselben Abteilung verantwortlich ist;

c) den betroffenen zugelassenen Fischereiverband;

2° Geben Fangmaßnahmen in den Gewässern im Sinne von Artikel 4 des Dekrets vom 27. März 2014 Anlass zu Entnahmen, so ist die vorherige Zustimmung der betroffenen Inhaber des Fischereirechts einzuholen;

3° Die abweichende Genehmigung wird jederzeit auf Verlangen der mit der Überwachung der Fischerei beauftragten Bediensteten vorgezeigt, und dies auch dort, wo sie in Anspruch genommen wird;

4° Die gefangenen Exemplare, die nicht Gegenstand einer Entnahme sind, werden sorgfältig manipuliert und unter guten Bedingungen gehalten, und dies nur während der Zeit, die zu ihrer Untersuchung erforderlich ist, sodass ihre Sterberate auf ein Mindestmaß begrenzt wird;

5° Im Falle eines Fangs mit elektrischen Geräten beachten die betreffenden Anwender die Nutzungs- und Sicherheitsvorgaben, die in den Rechtsvorschriften für dieses Typ Material vorgesehen sind; sie haben zudem eine spezifische Ausbildung in Sachen Elektrofischerei absolviert.

Art. 7 - Wenn die Fisch- und Krebsfänge in einer Wasserstraße stattfinden, kann sich der deren Verwalter den Fangmaßnahmen aus Sicherheitsgründen widersetzen.

Art. 8 - Im Falle eines Fangs mit elektrischen Geräten handeln die betreffenden Anwender unter der alleinigen Verantwortung der Einrichtung, der sie unterstehen.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Jahre 2017, 2018 und 2019.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. März 2017

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201991]

23 MAART 2017. — Besluit van de Waalse Regering waarbij universiteiten en hogescholen tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, inzonderheid op artikel 10, § 4;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad), gegeven op 18 november 2016;

Gelet op het rapport van 20 maart 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet van 27 maart 2014 : het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren;

2° het Directoraat-generaal : het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

3° een instelling : een universiteit of een hogeschool.

Art. 2. Met een wetenschappelijk doel of om in hun eigen behoeften op het gebied van pedagogie te voorzien, kunnen de instellingen in aanmerking komen, voor hun personeelsleden en studenten, voor een afwijking van de artikelen 3 tot 6, 8 tot 10 en 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst met het oog op :

1° de elektrische visvangst, de visvangst met netten, de visvangst met de hand, alsook het gebruik van vallen om levende vissen en kreeften te vangen;

2° de vangst, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, van alle soorten vissen en kreeften, met inbegrip van de soorten waarvan de vangst verboden is, op alle plaatsen in de waterlopen die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen;

3° het levend behoud van elk specimen van alle gevangen soorten vissen en kreeften, ongeacht de grootte ervan, voor de tijd die nodig is voor het onderzoek ervan;

4° het ontnemen, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van specimens van alle soorten vissen en kreeften.

Art. 3. De personen bedoeld in artikel 2 komen in aanmerking voor de afwijking bedoeld bij dit besluit, uitsluitend in het kader van de activiteiten gevoerd door hun instellingen en die zijn toegelaten overeenkomstig de artikelen 4 en 5.

Art. 4. Voor elke activiteit die de uitvoering van een afwijkende handeling bedoeld in artikel 2, 1° tot 4°, vereist, verzoekt eerst een instelling om de vergunning van de directeur-generaal van het Directoraat-generaal.

De verantwoordelijke van de instelling dient een aanvraag om vergunning in minstens dertig dagen vóór de verwachte aanvangsdatum van de activiteit.

De aanvraag om vergunning omvat minstens de volgende elementen :

1° de identiteit en de gegevens van de verantwoordelijke van de activiteit;

2° de omschrijving van de activiteit en de vermelding van een of meerdere afwijkende handelingen onder die, bedoeld in artikel 2, 1° tot 4°, van artikel 1, die nodig zijn om de activiteit tot een goede einde te brengen;

3° de vermelding van de betrokken waterlopen en het moment van het jaar waarop de activiteit plaatsvindt.

Art. 5. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal kan de verzochte vergunning weigeren of vragen om de aanpassing van de activiteit die de uitvoering van een of verschillende afwijkende handelingen bedoeld in artikel 2, 1° tot 4°, vereist, als hij acht dat bedoelde activiteit de populaties vissen en kreeften onnodig in gevaar brengt.

De directeur-generaal van het Directoraat-generaal kan vragen om een verslag van de gegevens die gedurende deze activiteiten zijn verzameld, met het oog op de verbetering van de kennis over de toestand van vis- en kreeftbestanden. In voorkomend geval bepaalt hij de vorm van dit verslag.

Art. 6. Op straffe van toekomstige weigering van de vergunning bedoeld in artikel 4 voor andere activiteiten, moet de instelling de volgende minimale regels in acht nemen :

1° minstens vijftien dagen vóór het begin van de vangsten van vissen en kreeften in de waterlopen die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen in het kader van een activiteit toegelaten door de directeur-generaal van het Directoraat-generaal, geeft de instelling kennis daarvan aan :

a) de beheerder van de betrokken waterloop;

b) de directeur van de buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal van het ambtsgebied en de gekwalificeerd attaché die verantwoordelijk is van de Dienst Visvangst de Directie Jacht en Visvangst van hetzelfde Departement;

c) de betrokken erkende hengelfederatie;

2° indien de vangsten in de waterlopen bedoeld in artikel 4 van het decreet van 27 maart 2014 tot monsternemingen leiden, moet de instelling daarvoor de toestemming van de betrokken houders van het visrecht krijgen;

3° de afwijking wordt vertoond op elk verzoek van de ambtenaren belast met de toezicht op de visserij, alsook op de plaatsen van de uitvoering ervan;

4° de gevangen specimens, die niet het voorwerp uitmaken van een monsterneming, worden zorgvuldig bewerkt en bewaard in goede omstandigheden, tijdens de strikt nodige tijd voor het onderzoek ervan, om sterfterisico's maximaal te beperken;

5° wanneer de vangsten door middel van elektrische tuigen worden uitgevoerd, moeten de operatoren de regels inzake veiligheid bedoeld in de reglementering voor dit soort materieel naleven en een specifieke opleiding inzake elektrische visvangst hebben gevolgd.

Art. 7. Wanneer de vangsten van vissen en kreeften in een waterweg gebeuren, kan de beheerder ervan zich daartegen verzetten wegens veiligheidsomstandigheden.

Art. 8. Bij vangst door middel van elektrische tuigen, handelen de operatoren onder de volledige verantwoordelijkheid van de instelling waaronder ze ressorteren.

Art. 9. Dit besluit is van toepassing voor 2017, 2018 en 2019.

Art. 10. De Minister bevoegd voor Visserij is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN